

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 09 juin 2022
(Convocation du 02 juin 2022)

Aujourd'hui, le 09 juin 2022 à 09h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice	
• Nombre	8
• Voix	8
Présents	
• Nombre	5
• Voix	5
Pouvoirs	
• Nombre	0
• Voix	0
Majorité simple selon article 14.2 des statuts	

Suffrages exprimés		
Pour		
• Nombre	5	
• Voix	5	
Contre		
• Nombre	0	
• Voix	0	
Abstention		
• Nombre	0	
• Voix	0	

Etaient présents :

Mme Céline Salles, M. Paul Carrère, M. Thierry Carrère, M. Charles Pelanne, M. Bernard Pouban

Etaient excusés et avaient donné procuration :Etaient excusés :

Mme Dominique Degos, M. Gérard Castet, M. Bernard Verdier

Secrétaire de séance : Mme Céline Salles, Vice-Présidente



OBJET : Conventions - Risques fluviaux - Mieux reconstruire après inondation "MIRAPI" - Conventions établies avec le Département des Landes et 4 EPCI-FP partenaires pour la réalisation par l'EPTB des diagnostics de réduction de vulnérabilité de biens à usage d'habitation - Avenants

Exposé des motifs :

Dans le cadre du dispositif expérimental MIRAPI, l'EPTB, en sus des missions d'animation, est chargé par l'État de la maîtrise d'ouvrage de la prestation de diagnostics de réduction de vulnérabilité des biens.

Dans ce cadre, l'État finance à hauteur de 80 % le coût de diagnostics. Afin de tendre vers une prise en charge complète de ces études, l'EPTB et le Département des Landes ont démarché l'ensemble des EPCI-FP comprenant des communes éligibles afin de compléter le plan de financement.

Dans ce cadre, des conventions ont été établies pour le financement du reste à charge avec le Département des Landes et des EPCI-FP dont la liste des communes éligibles à MIRAPI vient d'être complétée par l'arrêté ministériel du 28 avril 2022.

Les EPCI-FP concernés sont :

- la communauté d'agglomération Mont-de-Marsan Agglomération (CAMMA) pour les communes supplémentaires de Gaillères, Lucbardez-et-Bargues et Pouydesseaux,
- La communauté de communes Pays d'Orthe et Arrigans (CCPOA) pour la commune supplémentaire de Sorde-l'Abbaye,
- la communauté de communes Cœur Haute Lande (CCCHL) pour la commune supplémentaire de Commensacq,
- la communauté de commune du Seignanx (CCS) pour la commune supplémentaire de Tarnos.

Il convient, par voie d'avenant aux conventions établies avec le Département des Landes et la CAMMA, la CCPOA, la CCCHL et la CCS, d'étendre le périmètre de réalisation des diagnostics de vulnérabilité aux communes supplémentaires.

Vu la loi n°2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, et notamment son article 224, instaurant le dispositif expérimental « Mieux reconstruire après inondation »,

Vu l'arrêté ministériel en date du 28 avril 2022 portant désignation de 18 nouvelles communes du département des Landes dans lesquelles s'applique le dispositif expérimental « Mieux reconstruire après inondation »,

Vu les conventions établies entre l'Institution Adour, le Département des Landes et, respectivement, la communauté d'agglomération Mont-de-Marsan Agglomération, la communauté de communes Pays d'Orthe et Arrigans, la communauté de communes Cœur Haute Landes, la communauté de communes du Seignanx,

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- d'approuver les termes des avenants aux conventions établies avec le Département des Landes et la communauté d'agglomération Mont-de-Marsan Agglomération, la communauté de communes Pays d'Orthe et Arrigans, la communauté de communes Cœur Haute Landes et la communauté de communes du Seignanx pour la réalisation par l'EPTB des diagnostics de réduction de vulnérabilité de biens à usage d'habitation, tels qu'annexés,

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.



- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 09 juin 2022 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques



AVENANT n° 1

**Partenariat financier pour la réalisation de diagnostics de réduction de
vulnérabilité de biens à usages d'habitation**

**Dispositif expérimental
« Mieux reconstruire après inondation » (MIRAPI)**

**Entre :**

L'Institution Adour, établissement public territorial du bassin de l'Adour, domiciliée au 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président Paul Carrère, dûment autorisé à signer le présent avenant par délibération n° 2022_B_37 en date du 9 juin 2022,

ci-après dénommée : l'**EPTB**

Et :

La communauté d'agglomération Mont-de-Marsan Agglo, domiciliée 575 avenue du Maréchal Foch, 40000 Mont-de-Marsan, représentée par son président, Charles Dayot, dûment autorisé à signer le présent avenant par délibération n° XXX en date du XXX,

ci-après dénommée : l'**EPCI-FP**

Et :

Le Département des Landes, domicilié au 23 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex, représenté par son président, Xavier Fortinon, dûment autorisé à signer le présent avenant par délibération n° DM2-2021-n° E2 en date du 19 novembre 2021,

ci-après dénommé : le **Département**

L'EPCI-FP et le Département sont ci-après désignés conjointement par **financeurs**.

L'EPTB, l'EPCI-FP et le Département sont ci-après désignés individuellement par **partie** et conjointement par **parties**.





Vu l'arrêté ministériel en date du 28 avril 2022 désignant 18 communes landaises supplémentaires éligibles au dispositif MIRAPI dont 3 sur le périmètre de compétence de l'EPCI-FP,

Vu la délibération n°2022_B_37 en date du 9 juin 2022 de l'EPTB approuvant les termes du présent avenant et autorisant son président à le signer,

Vu la délibération n°XXX en date du XXX de l'EPCI-FP approuvant les termes du présent avenant et autorisant son président à le signer,

Vu la délibération n°DM2-2021-n°E2 en date du 19 novembre 2021 du Département autorisant son président à signer le présent avenant,

Considérant la convention de partenariat financier pour la réalisation de diagnostics de réduction de vulnérabilité de biens à usages d'habitation - Dispositif expérimental « Mieux reconstruire après les inondations » (MIRAPI) signée entre les parties en date du XXX,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUI

Article 1. Objet de l'avenant

Le présent avenant modifie la convention du XXX pour prendre en compte les évolutions induites par l'extension du périmètre du projet aux communes listées dans l'arrêté du 28 avril 2022 portant désignation des communes dans lesquelles s'applique le dispositif expérimental « Mieux reconstruire après inondation ».

L'article modifié de la convention est le suivant :

- article 3 « Périmètre géographique du projet », remplacé par l'article 2 du présent avenant.

Les articles 1, 2, 4 à 9 de la convention sont reconduits dans les mêmes termes.

Article 2. Périmètre géographique du projet

Le projet est applicable sur le territoire des communes membres de l'EPCI-FP listées dans les arrêtés du 27 septembre 2021, du 21 décembre 2021 et du 28 avril 2022 portant désignation des communes dans lesquelles s'applique le dispositif expérimental « Mieux reconstruire après inondation », indiquées ci-après :

- Bostens,
- Bougue,
- Gaillères,
- Lucbardez-et-Bargues,
- Mont-de-Marsan,
- Pouydesseaux,
- Saint-Perdon,
- Saint-Pierre-du-Mont.





Fait à Mont-de-Marsan, le

Paul Carrère
Président de l'Institution Adour

Charles Dayot
Président de la communauté d'agglomération
Mont-de-Marsan Agglo

Xavier Fortinon
Président du Département des Landes

projet





INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques



AVENANT n° 1

Partenariat financier pour la réalisation de diagnostics de réduction de
vulnérabilité de biens à usages d'habitation

Dispositif expérimental
« Mieux reconstruire après inondation » (MIRAPI)

**Entre :**

L'Institution Adour, établissement public territorial du bassin de l'Adour, domiciliée au 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président Paul Carrère, dûment autorisé à signer le présent avenant par délibération n° 2022_B_37 en date du 9 juin 2022,

ci-après dénommée : l'**EPTB**

Et :

La communauté de communes Pays d'Orthe et Arrigans, 156 route de Mahoumic, 40300 Peyrehorade, représentée par son président, Jean-Marc Lescoute, dûment autorisé à signer le présent avenant par délibération n° XXX en date du XXX,

ci-après dénommée : l'**EPCI-FP**

Et :

Le Département des Landes, domicilié au 23 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex, représenté par son président, Xavier Fortinon, dûment autorisé à signer le présent avenant par délibération n° DM2-2021-n° E2 en date du 19 novembre 2021,

ci-après dénommé : le **Département**

L'EPCI-FP et le Département sont ci-après désignés conjointement par **financeurs**.

L'EPTB, l'EPCI-FP et le Département sont ci-après désignés individuellement par **partie** et conjointement par **parties**.





Vu l'arrêté ministériel en date du 28 avril 2022 désignant 18 communes landaises supplémentaires éligibles au dispositif MIRAPI dont 3 sur le périmètre de compétence de l'EPCI-FP,

Vu la délibération n° 2022_B_37 en date du 9 juin 2022 de l'EPTB approuvant les termes du présent avenant et autorisant son président à le signer,

Vu la délibération n° XXX en date du XXX de l'EPCI-FP approuvant les termes du présent avenant et autorisant son président à le signer,

Vu la délibération n° DM2-2021-n° E2 en date du 19 novembre 2021 du Département autorisant son président à signer le présent avenant,

Considérant la convention de partenariat financier pour la réalisation de diagnostics de réduction de vulnérabilité de biens à usages d'habitation - Dispositif expérimental « Mieux reconstruire après les inondations » (MIRAPI) signée entre les parties en date du XXX,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT

Article 1. Objet de l'avenant

Le présent avenant modifie la convention du XXX pour prendre en compte les évolutions induites par l'extension du périmètre du projet aux communes listées dans l'arrêté du 28 avril 2022 portant désignation des communes dans lesquelles s'applique le dispositif expérimental « Mieux reconstruire après inondation ».

L'article modifié de la convention est le suivant :

- article 3 « Périmètre géographique du projet », remplacé par l'article 2 du présent avenant.

Les articles 1, 2, 4 à 9 de la convention sont reconduits dans les mêmes termes.

Article 2. Périmètre géographique du projet

Le projet est applicable sur le territoire des communes membres de l'EPCI-FP listées dans les arrêtés du 27 septembre 2021, du 21 décembre 2021 et du 28 avril 2022 portant désignation des communes dans lesquelles s'applique le dispositif expérimental « Mieux reconstruire après inondation », indiquées ci-après :

- Bélus,
- Mimbaste,
- Pey,
- Cauneille,
- Hastings,
- Oeyregave,
- Orthevielle,
- Peyrehorade,
- Port-de-Lanne,
- Sorde-l'Abbaye.





Fait à Mont-de-Marsan, le

Paul Carrère
Président de l'Institution Adour

Jean-Marc Lescoute
Président de la communauté de communes Pays
d'Orthe et Arrigans

Xavier Fortinon
Président du Département des Landes

projet





INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques



COMMUNAUTÉ
DE COMMUNES
CŒUR HAUTE LANDE



**Département
des Landes**

AVENANT n° 1

**Partenariat financier pour la réalisation de diagnostics de réduction de
vulnérabilité de biens à usages d'habitation**

**Dispositif expérimental
« Mieux reconstruire après inondation » (MIRAPI)**

**Entre :**

L'Institution Adour, établissement public territorial du bassin de l'Adour, domiciliée au 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président Paul Carrère, dûment autorisé à signer le présent avenant par délibération n° 2022_B_37 en date du 9 juin 2022,

ci-après dénommée : l'**EPTB**

Et :

La communauté de communes Cœur Haute Lande, domiciliée 24 place Gambetta, 40630 Sabres, représenté par son président, Dominique Coutière, dûment autorisé à signer le présent avenant par délibération n° XXX en date du XXX,

ci-après dénommée : l'**EPCI-FP**

Et :

Le Département des Landes, domicilié au 23 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex, représenté par son président, Xavier Fortinon, dûment autorisé à signer le présent avenant par délibération n° DM2-2021-n° E2 en date du 19 novembre 2021,

ci-après dénommé : le **Département**

L'EPCI-FP et le Département sont ci-après désignés conjointement par **financeurs**.

L'EPTB, l'EPCI-FP et le Département sont ci-après désignés individuellement par **partie** et conjointement par **parties**.





Vu l'arrêté ministériel en date du 28 avril 2022 désignant 18 communes landaises supplémentaires éligibles au dispositif MIRAPI dont 3 sur le périmètre de compétence de l'EPCI-FP,

Vu la délibération n° 2022_B_37 en date du 9 juin 2022 de l'EPTB approuvant les termes du présent avenant et autorisant son président à le signer,

Vu la délibération n° XXX en date du XXX de l'EPCI-FP approuvant les termes du présent avenant et autorisant son président à le signer,

Vu la délibération n° DM2-2021-n° E2 en date du 19 novembre 2021 du Département autorisant son président à signer le présent avenant,

Considérant la convention de partenariat financier pour la réalisation de diagnostics de réduction de vulnérabilité de biens à usages d'habitation - Dispositif expérimental « Mieux reconstruire après les inondations » (MIRAPI) signée entre les parties en date du XXX,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT

Article 1. Objet de l'avenant

Le présent avenant modifie la convention du XXX pour prendre en compte les évolutions induites par l'extension du périmètre du projet aux communes listées dans l'arrêté du 28 avril 2022 portant désignation des communes dans lesquelles s'applique le dispositif expérimental « Mieux reconstruire après inondation ».

L'article modifié de la convention est le suivant :

- article 3 « Périmètre géographique du projet », remplacé par l'article 2 du présent avenant.

Les articles 1, 2, 4 à 9 de la convention sont reconduits dans les mêmes termes.

Article 2. Périmètre géographique du projet

Le projet est applicable sur le territoire des communes membres de l'EPCI-FP listées dans les arrêtés du 27 septembre 2021, du 21 décembre 2021 et du 28 avril 2022 portant désignation des communes dans lesquelles s'applique le dispositif expérimental « Mieux reconstruire après inondation », indiquées ci-après :

- Callen,
- Commensacq.





Fait à Mont-de-Marsan, le

Paul Carrère
Président de l'Institution Adour

Dominique Coutière
Président de la communauté de communes
Cœur Haute Lande

Xavier Fortinon
Président du Département des Landes

projet





INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques



AVENANT n° 1

**Partenariat financier pour la réalisation de diagnostics de réduction de
vulnérabilité de biens à usages d'habitation**

**Dispositif expérimental
« Mieux reconstruire après inondation » (MIRAPI)**

**Entre :**

L'Institution Adour, établissement public territorial du bassin de l'Adour, domiciliée au 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président Paul Carrère, dûment autorisé à signer le présent avenant par délibération n° 2022_B_37 en date du 9 juin 2022,

ci-après dénommée : l'**EPTB**

Et :

La communauté de communes du Seignanx, domiciliée 1526 Avenue de Barrère, 40390 Saint-Martin-de-Seignanx, représentée par sa présidente, Isabelle Dufau, dûment autorisée à signer le présent avenant par délibération n° XXX en date du XXX,

ci-après dénommée : l'**EPCI-FP**

Et :

Le Département des Landes, domicilié au 23 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex, représenté par son président, Xavier Fortinon, dûment autorisé à signer le présent avenant par délibération n° DM2-2021-n° E2 en date du 19 novembre 2021,

ci-après dénommé : le **Département**

L'EPCI-FP et le Département sont ci-après désignés conjointement par **financeurs**.

L'EPTB, l'EPCI-FP et le Département sont ci-après désignés individuellement par **partie** et conjointement par **parties**.





Vu l'arrêté ministériel en date du 28 avril 2022 désignant 18 communes landaises supplémentaires éligibles au dispositif MIRAPI dont 3 sur le périmètre de compétence de l'EPCI-FP,

Vu la délibération n° 2022_B_37 en date du 9 juin 2022 de l'EPTB approuvant les termes du présent avenant et autorisant son président à le signer,

Vu la délibération n° XXX en date du XXX de l'EPCI-FP approuvant les termes du présent avenant et autorisant son président à le signer,

Vu la délibération n° DM2-2021-n° E2 en date du 19 novembre 2021 du Département autorisant son président à signer le présent avenant,

Considérant la convention de partenariat financier pour la réalisation de diagnostics de réduction de vulnérabilité de biens à usages d'habitation - Dispositif expérimental « Mieux reconstruire après les inondations » (MIRAPI) signée entre les parties en date du XXX,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT

Article 1. Objet de l'avenant

Le présent avenant modifie la convention du XXX pour prendre en compte les évolutions induites par l'extension du périmètre du projet aux communes listées dans l'arrêté du 28 avril 2022 portant désignation des communes dans lesquelles s'applique le dispositif expérimental « Mieux reconstruire après inondation ».

L'article modifié de la convention est le suivant :

- article 3 « Périmètre géographique du projet », remplacé par l'article 2 du présent avenant.

Les articles 1, 2, 4 à 9 de la convention sont reconduits dans les mêmes termes.

Article 2. Périmètre géographique du projet

Le projet est applicable sur le territoire des communes membres de l'EPCI-FP listées dans les arrêtés du 27 septembre 2021, du 21 décembre 2021 et du 28 avril 2022 portant désignation des communes dans lesquelles s'applique le dispositif expérimental « Mieux reconstruire après inondation », indiquées ci-après :

- Ondres,
- Saint-Barthélémy,
- Saint-Laurent-de-Gosse,
- Saint-Martin-de Seignanx,
- Tarnos.





Fait à Mont-de-Marsan, le

Paul Carrère
Président de l'Institution Adour

Isabelle Dufau
Présidente de la communauté de communes du
Seignanx

Xavier Fortinon
Président du Département des Landes

projet

